



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1236

20 avril 2016

- **Opération d'urgence pour assister 1 million de personnes affectées par la sécheresse**
- **Campagne pour la valorisation de la production nationale de riz**
- **Don d'arachide à Haïti, un cadeau empoisonné, dénoncent divers secteurs sociaux**
- **Attentes et polarisation à la veille de la formation d'une commission de vérification électorale**

>> **Opération d'urgence pour assister 1 million de personnes affectées par la sécheresse**

Environ 700 000 personnes recevront des transferts d'argent. 300 000 autres bénéficieront, à la fois, de transferts d'argent et de nourriture. L'objectif est de permettre aux plus pauvres et aux plus vulnérables de s'acheter de la nourriture tout en contribuant à renforcer l'économie locale. Un appel a été lancé le 19 avril par le Programme des nations unies pour le développement (PNUD), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des nations unies pour l'enfance (UNICEF). Dans un deuxième temps, 200000 personnes recevront de la nourriture en échange de leur travail sur des projets de gestion de l'eau et de conservation du sol, afin de permettre aux communautés de pouvoir planter de petits jardins de légumes. Les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les jeunes enfants seront assistés par un mélange spécial de céréales fortifié avec des vitamines et des minéraux pour prévenir la malnutrition. Il faut travailler avec le gouvernement, les communautés locales et les autres partenaires sur le développement, à long terme, des capacités et sur des programmes d'agriculture résistant aux variations climatiques, estime la directrice exécutive

du PAM, Ertharin Cousin. De mars à juin, Haïti entre dans la période de soudure, durant laquelle les stocks de nourriture de l'année passée s'épuisent. La principale récolte du printemps 2015 a été affectée. Près des 3/4 des agriculteurs disent avoir perdu plus de 82 % de leur production, d'après une étude du PAM et de la Coordination nationale pour la sécurité alimentaire (CNSA). 65% des familles ont déclaré qu'elles ne planteraient pas à cause du manque d'intrants agricoles pour la récolte de printemps 2016. Cette maigre récolte a entraîné des hausses de prix allant jusqu'à 60 %. 72 millions de dollars sont nécessaires pour mener les opérations d'urgence annoncées. Il faut 7 millions de dollars pour maintenir complètement le programme de cantines scolaires, jusqu'à la fin de l'année scolaire 2016-2017. « 3,6 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire. Cela représente un tiers de la population. Parmi eux, 1,5 million souffrent d'insécurité alimentaire sévère et ne savent pas comment se procurer leur prochain repas. Suite au phénomène *El niño*, 1 million de personnes ont été touchées par 3 années consécutives de sécheresse.

>> **Campagne pour la valorisation de la production nationale de riz**

Diri peyi se fyète m, an n kore l (le riz national est ma fierté, supportons-le) : tel est le thème de la campagne nationale du riz, initiée, le 13 avril, à l'Estère (Artibonite). Le mouvement est lancé par la Fédération nationale des producteurs de riz en Haïti (FENAPRIH), au local du Rassemblement pour l'avancement des coopératives de production appropriée et le bien-être alternatif (RACPABA). 65% des Haïtiens préfèrent consommer *diri peyi a* (le riz produit en Haïti) que le riz importé, révèle une enquête d'Oxfam America sur la consommation de riz local. La politique agricole du gouvernement favorise plutôt l'importation de riz, au détriment des

producteurs locaux, ainsi que de tous les acteurs de la filière riz. « Les autorités doivent prendre des décisions, visant la modernisation de la filière du riz, en vue d'accroître la production, tout en y garantissant un investissement permettant aux agriculteurs de mieux s'adapter ». Il s'agit d'un plaidoyer en faveur de dispositions d'incitation pour la reconquête de la souveraineté alimentaire. L'objectif consiste à porter les autorités haïtiennes à adopter une politique intégrée, visant à augmenter la production de riz, spécialement dans la Vallée de l'Artibonite (la zone de plus grande production de riz). Diverses activités, comme des marches

pacifiques, des sit-in, des conférences-débats sur la production nationale agricole et des rencontres avec les autorités sont annoncées dans le cadre de cette campagne. « Les décideurs publics doivent accompagner les producteurs, faciliter l'accès au crédit agricole des agriculteurs, mettre à disposition des moyens techniques, des semences de qualité et les intrants nécessaires », exige la FENAPRIH. Elle exhorte l'État à mettre sur pied la commission nationale du riz, dans la perspective de faciliter l'équilibre entre les activités de différents acteurs, de la filière rizicole, dans la Vallée de l'Artibonite et sur le territoire national. Depuis des décennies la vallée de l'Artibonite, qui représente la plus grande zone de production de riz, fait face à de nombreux problèmes. « Pas d'eau, pas d'entretien des

systèmes d'irrigation et de drainage, pas d'intrants agricoles, la main d'œuvre se fait de plus en plus rare. Ce qui entraîne une baisse considérable de la production rizicole dans cette zone, rapporte un ancien directeur de l'Organisme de développement de la vallée de l'Artibonite (ODVA). Cette campagne nationale constitue une opportunité pour les agriculteurs d'exiger l'adoption de mesures institutionnelles, en vue de relancer la production agricole nationale. « La filière du riz est importante pour le pays. Elle emploie plus de 60 000 producteurs, ainsi que 30 000 ouvriers agricoles. La relance de cette production pourrait contribuer, non seulement à la diminution du taux de chômage, mais aussi au développement économique d'Haïti ». (www.alterpresse.org/spip.php?article20008)

>> Don d'arachide à Haïti, un cadeau empoisonné, dénoncent divers secteurs sociaux

Plusieurs organisations de la société considèrent le don de 500 tonnes métriques d'arachide (pistache) des États-Unis à Haïti comme un cadeau empoisonné. Ce don constitue un complot américain pour détruire la production haïtienne, estime la Plateforme de résistance des paysans de l'Artibonite (PREPLA). Il est fort probable que ces produits contiennent des OGM, qui auront des conséquences sur la santé des paysans et la production, met en garde la PREPLA. « Si on veut aider Haïti, pourquoi ne pas investir dans la production ? Les États-Unis priorisent, d'abord, leurs intérêts. C'est vrai qu'il y a de la misère et la faim en Haïti, mais, nous devons sauvegarder notre dignité, nous voulons une autre forme de solidarité ». Il devrait y avoir une évaluation pour déterminer s'il y a un besoin de ce don et déterminer ses conséquences sur la

production de pistache dans le pays, affirme un dirigeant de l'Association nationale des agro-professionnels haïtiens (ANDAH), qui va contacter les responsables du ministère de l'agriculture pour voir s'ils ont étudié ces points. Cette situation est susceptible d'entraîner la faillite de plusieurs milliers de producteurs de *manba* (le nom local du beurre d'arachide) et de pistache grillée, signale la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA). Malgré les affirmations contraires, un programme d'« essai » de bons alimentaires, dans le département de la Grande Anse (Sud-Ouest), avait incité près de 18 000 familles à consommer des denrées importées au détriment de la production locale, avait révélé [une enquête d'Ayiti Kale Je](#), en octobre 2013.

>> Attentes et polarisation à la veille de la formation d'une commission de vérification électorale

Le sénateur du Nord, Westner Polycarpe, qui fait partie du groupe majoritaire au sénat, prône la vigilance vis-à-vis du travail qu'aura à effectuer la commission. Celle-ci sera soumise à de fortes pressions, anticipe-t-il. Il s'attend à ce que le travail de la commission aboutisse à la mise à l'écart de parlementaires qui auraient été « mal élus » lors des élections controversées de 2015. La commission devrait avoir assez de pouvoir pour poursuivre les personnes impliquées dans les irrégularités et

fraudes qui ont affecté les opérations électorales. La commission de vérification électorale sera composée de représentants de cinq secteurs : l'ordre des comptables agréés, l'association des ingénieurs/architectes d'Haïti, l'Église anglicane, un ancien conseiller électoral et un membre de la commission d'évaluation électorale de décembre 2015.

(<http://www.alterpresse.org/spip.php?article20017>)

A lire également :

- 907 familles sinistrées dans des inondations à Léogane, selon un dernier bilan de la protection civile (www.alterpresse.org/spip.php?article20010);
- Sit-in pour dénoncer la corruption dans l'administration publique (www.alterpresse.org/spip.php?article20004);
- Santé : Des organisations appellent l'État à prendre ses responsabilités face aux victimes du clairin à base de méthanol (www.alterpresse.org/spip.php?article19959);
- Cinq arrestations et 13 motocyclettes saisies à Savanette, suite à une opération policière (www.alterpresse.org/spip.php?article20014);
- Hommage à des militantes pour leur contribution au mouvement féministe en Haïti (www.alterpresse.org/spip.php?article19974);
- Le jeune journaliste Michel Joseph, 3e récipiendaire du prix Philippe Chaffanjon du reportage multimédia (www.alterpresse.org/spip.php?article19970).